Roland Môntins

GIGN

40 ANS D'ACTIONS EXTRAORDINAIRES

Préface du Commandant Christian Prouteau

UN SUPER-GENDARME DU GIGN RACONTE

Pygmalion
HISTOIRE SECRÈTE

Extrait de la publication

Roland Môntins

GIGN

40 ans d'actions extraordinaires

Préface du Commandant Christian Prouteau

Roland Môntins, médaillé de la Légion d'honneur, a participé à plus de deux cents interventions du GIGN (Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale), dont la célèbre opération de Marignane. Il fait partie de ces héros qui travaillent dans l'ombre. Ceux dont le nom nous est inconnu et dont on ne voit jamais le visage. Ceux qui, au péril de leur vie, combattent et anéantissent toute forme de violence. Ceux qui effectuent le «plus beau métier du monde» en sauvant les autres.

Ce super-gendarme, qui a passé plus de treize ans au GIGN, raconte l'histoire de cette organisation et comment Christian Prouteau, qui l'a créée, en a fait l'une des meilleures unités d'élite du monde. Il livre anecdotes et témoignages inédits, relate les dessous d'actions spectaculaires qui ont permis de dénouer plusieurs crises majeures. Ainsi, en 1976, l'enlèvement d'enfants dans l'enclave française de Djibouti ou, en 1988, l'arrestation de «l'ennemi public n°1» d'alors, racontée pour la première fois. Il nous entraîne dans la prise d'otages de membres du GIGN à Ouvéa la même année. Il explique comment, en 1994, à Marignane, l'unité a sauvé les passagers de «l'Airbus de la mort», appareil qui devait s'écraser sur Paris pour provoquer un 11 septembre français.

En quarante ans, le GIGN a mené plus de mille huit cents opérations à hauts risques, neutralisé deux cent quatre-vingts forcenés et libéré six cent dix otages. Ce livre-vérité révèle de quelle façon il est devenu le rempart barrant la route au terrorisme international et à la grande criminalité.

Pygmalion
HISTOIRE SECRÈTE

Intervention des gendarmes du GIGN © Ludovic/REA
Création Studio Flammarion
13-XI

GIGN

40 ans d'actions
extraordinaires

Extrait de la publication

Extrait de la publication

ROLAND MÔNTINS

Avec la collaboration de Christophe Ferré

GIGN

40 ans d'actions extraordinaires

Préface de Christian Prouteau

Pygmalion

Sur simple demande adressée à
Pygmalion, 87 quai Panhard-et-Levassor, 75647 Paris Cedex 13,
vous recevrez gratuitement notre catalogue
qui vous tiendra au courant de nos dernières publications.

© 2013 Pygmalion, département de Flammarion
ISBN : 978-2-7564-1442-3

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5 (2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).
Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Extrait de la publication

« Sauver des vies au mépris de la sienne. »

Devise du GIGN

À la mémoire de mes camarades morts
à l'entraînement ou en opération :

Raymond Pasquier, le 23 avril 1977

Henri Jacques, le 25 mars 1981

Jean-Louis Maussion, le 7 juin 1982

Patrick Berteau, le 20 juillet 1989

Jean-Michel Pignon, le 7 mars 1990

Éric Arlecchini, le 28 novembre 1996

Antonio Capoccello, le 28 novembre 1996

Jean-Louis Prianon, le 23 juin 1997

Frédéric Mortier, le 19 janvier 2007

Ludovic Riondet, le 8 juin 2010

Nicolas Zonca, le 23 septembre 2011

Extrait de la publication

Préface

LE GIGN : 40 ANS D'HISTOIRE

L'histoire du GIGN est avant tout celle des hommes qui l'ont écrite. Au-delà des images fortes qui frappent l'opinion comme l'assaut de l'Airbus en décembre 1994, diffusées sur tous les écrans de télévision du monde, c'est le courage, la volonté, l'abnégation, l'éthique de ceux qui, depuis la création de cette unité exceptionnelle née un jour de novembre 1973, ont risqué et parfois perdu leur vie qui importent... Aussi, parler d'eux, c'est dépasser cette vision de « Robocop » qui frappe les esprits et comprendre ce qui les conduit à choisir cette voie où, à chaque mission, ils risquent leur vie.

Paradoxalement, par une décision que je ne partageais pas, on a décidé après cette opération de Marignane qui les mettait en lumière, de cacher le visage de ces hommes au prétexte de leur sécurité... Ces cagoules uniformes, en faisant disparaître leurs traits et tout ce que l'on peut lire sur un visage, en ont fait des êtres déshumanisés, renforçant cette idée fausse de surhommes alors que ce ne sont que des hommes d'exception. J'ai en mémoire cette photo de Roland, blessé après l'opération de l'Airbus, soutenu par deux camarades, dont le regard en disait plus long que tous les discours. Cette image à elle seule

résumait tout ce qui fait la force de cette unité : les hommes qui la constituent et les liens forts qui les unissent. D'ailleurs, entre eux, ils appellent le GIGN le « Groupe »...

Le reste n'est que de l'entraînement, de la technique opérationnelle, des moyens d'extension de leurs sens et une tenue d'intervention impressionnante qui me fait leur rappeler régulièrement que ce n'est pas le déguisement qui compte mais l'homme qui est dedans.

Lorsque j'ai créé de rien cette unité un an après Munich, il n'y avait pas de modèle et il a fallu tout inventer pour répondre à cette nouvelle forme d'agression qu'était la prise d'otages « spectaculaire »... Nous l'appelons « ouverte », par opposition à celle pour laquelle nous ne connaissons pas le lieu de détention, qualifiée elle de « fermée ». Son but est de focaliser la force des médias pour relayer un événement qui, en frappant l'opinion, permet à ceux qui l'ont déclenché de faire connaître la cause qu'ils défendent et le combat qu'ils prétendent mener. Le moment et le lieu sont choisis pour attirer le plus l'attention et compliquer une éventuelle intervention. Libérer les otages devient, lorsque la négociation n'est plus possible, un acte opérationnel particulièrement difficile où il ne peut y avoir de place pour l'improvisation et l'amateurisme. C'est ce qui oblige à préparer ces hommes à affronter le pire, après une sélection rigoureuse et une formation longue et difficile.

Tout cela, en revenant sur ces quarante ans d'histoire, Roland, qui en a écrit quelques-unes des plus belles pages, le raconte avec son cœur et ses tripes. Comme tous ceux qui ont eu le privilège de porter le brevet numéroté du Groupe, il en connaît le prix. Le sien, c'est le numéro 77, et je me souviens de ce garçon réservé, presque timide, avec ses moustaches style « Belle Époque », sorti premier de son stage, mais dont la détermination se lisait dans le regard. Sur ses treize années passées au Groupe, il a tout connu et ses actions personnelles en opération ont à chaque fois été déterminantes et toujours conduites par le principe fondateur de l'éthique du GIGN : l'arme que l'on porte ne peut pas être le prolongement du courage.

En 2007, le colonel Favier, celui qui a commandé l'opération de Marignane, assurera la réorganisation particulièrement

difficile du GIGN. Ce brillant officier deviendra quelques années plus tard le nouveau directeur de la gendarmerie. Qu'un officier ayant commandé le GIGN, que j'ai créé, soit devenu directeur de cette grande maison, qui a longtemps considéré le Groupe comme un enfant turbulent et indiscipliné, ne me laisse pas indifférent, c'est une litote...

L'histoire de la création du GIGN est la plus belle aventure militaire de temps de paix du XXe siècle. J'ai eu à vingt-neuf ans le privilège d'être choisi pour créer cette unité à laquelle j'ai inculqué des principes éthiques, dont le respect de la vie auquel elle n'a jamais dérogé. Plus que les succès opérationnels, c'est sans doute ce dont je suis le plus fier. Ma vie, grâce à des hommes comme Roland, a été exceptionnelle et sans eux je n'étais rien. Sur soixante-sept opérations en neuf ans, j'en ai commandé soixante-quatre et je n'avais pas besoin de me retourner, ils étaient toujours là.

Le livre de Roland vous permettra, au-delà des pages, des lignes et des mots, de comprendre cette aventure d'hommes et d'en mesurer le prix.

En mémoire de ceux qui nous ont quittés à l'entraînement et en opération...

Christian Prouteau, fondateur du GIGN
Paris, le 10 septembre 2013

Extrait de la publication

PROLOGUE

Du sang et des larmes… C'est pour éviter qu'ils ne coulent que le GIGN est créé par un jeune officier de gendarmerie doué d'une intelligence hors du commun : Christian Prouteau. Jusqu'en 1973, chose étonnante, la France ne possède aucune unité capable de sauver la vie d'innocents retenus en otage par des terroristes ou des forcenés. Il existe bien des troupes d'élite, comme la Légion étrangère, corps d'armée capable de combattre sur les théâtres d'opérations les plus dangereux et les plus variés. Dans la police, depuis 1964, les Brigades de recherche et d'intervention (BRI), surnommées « brigades antigang », luttent contre les bandes organisées et la grande criminalité… Mais aucune unité ne sait comment délivrer ceux que des monstres ou des déséquilibrés tiennent au bout de leur fusil. L'assaut frontal, souvent prôné à l'époque, est inadapté aux prises d'otages. La France est une vieille nation conservatrice qui n'aime pas que les choses changent quand bien même la sécurité de ses citoyens ne serait pas assurée. Mais en 1969 et en 1971, deux drames bouleversent l'opinion publique. Des otages sont tués. L'action des forces de l'ordre a été catastrophique. Les autorités prennent alors conscience qu'il manque un groupe d'élite capable de résoudre ce type de crise sans effusion de sang.

1

DEUX HORRIBLES MASSACRES

En février 1969, la France connaît la première prise d'otages médiatisée de son histoire : à Cestas, petit village aux portes de Bordeaux, un homme de trente-huit ans s'est retranché dans sa ferme avec ses deux enfants âgés de onze et treize ans. Cet acte désespéré fait suite à une rupture sentimentale. Son épouse a fui le domicile conjugal.

Lors d'un premier assaut désordonné des forces de l'ordre, l'homme a tiré, un gendarme est mort.

Ne voulant plus prendre de risques, les responsables politiques décident d'assiéger la maison sans intervenir, en espérant une reddition. La prise d'otages dure plusieurs jours. Au matin du sixième, les gendarmes avancent de nouveau en se protégeant derrière trois half-tracks, des automitrailleuses chenillées. Armé d'un fusil de chasse, le forcené a prévenu : « Si les gendarmes s'approchent, je tue mes enfants. » Personne ne le croit. Les autorités pensent qu'à la vue de cette démonstration de force, l'homme se rendra sans coup férir. Elles estiment aussi, à tort, qu'un père n'osera jamais assassiner sa progéniture. C'était mal le comprendre et surtout méconnaître le genre humain. À l'époque, le mot « psychologie » ne fait pas partie

du vocabulaire militaire. Assiégé par des escouades de gendarmes et cerné par des blindés, il refuse de se rendre. L'assaut est finalement donné. Se sentant acculé, il tue ses deux enfants et se suicide.

Le drame de Cestas est très mal vécu par l'opinion publique qui se dit que la gendarmerie n'est pas à la hauteur. Lors des funérailles, la mère des enfants faillit être lynchée car elle est tenue pour responsable du drame : elle a refusé de voir son mari comme il l'exigeait. Mais avec le recul, on peut difficilement le lui reprocher. Il aurait pu la tuer. Elle était certainement la mieux placée pour évaluer le danger qu'il représentait.

*

Au même moment, Christian Prouteau est en formation à l'école militaire de Saint-Cyr-Coëtquidan. Il étudie l'art de la guerre et les différents types de confrontation. Il ne comprend pas comment on a pu envoyer trois automitrailleuses blindées et un escadron de gendarmes contre un homme seul, armé d'un banal fusil... Il se pose alors des questions fondamentales. À ses camarades de chambrée, il explique la stratégie qu'il aurait adoptée dans une opération de ce type. Pour lui, il est évident qu'il faut d'abord évaluer la situation avant de tenter de négocier, tout en observant le forcené. Puis, grâce à une ruse, intervenir en finesse pour délivrer les otages. En quelques minutes, tout en sachant que sur le terrain les choses sont plus complexes, il explique à ses camarades le schéma tactique indispensable à ce type d'opération.

Un deuxième fait divers va le conforter dans ses analyses.

*

En septembre 1971, les détenus Buffet et Bontems partagent la même cellule à la prison de Clairvaux dans l'Aube. Buffet vient d'échapper de justesse à la peine de mort. Il est condamné à perpétuité pour le meurtre sauvage d'une jeune femme dans un taxi. Bontems a écopé de vingt ans de réclusion criminelle pour agression à main armée. Buffet, le fort en gueule, parvient

à convaincre Bontems de tenter une évasion. Le 21 septembre, les prisonniers sont fin prêts. Ils font mine de souffrir de douleurs abdominales et sont emmenés à l'infirmerie.

Bontems cache un Opinel acheté à la cantine. Buffet s'est procuré une arme fabriquée dans un atelier de la prison : un manche en bois dans lequel est insérée une lame longue de vingt centimètres tranchante comme un rasoir. L'ensemble se transforme facilement en redoutable couteau de boucher. Dans l'infirmerie, ils retiennent en otage un gardien et une infirmière, mère de deux enfants. Toute la journée du 22 septembre, les Français suivent en direct à la radio ce dramatique événement. L'assaut de la police se termine par la neutralisation des mutins. Mais le gardien et l'infirmière sont retrouvés morts, gisant sur le sol dans une mare de sang. Détail horrible : Buffet a tranché la gorge des prisonniers pendant que Bontems les maintenait immobiles.

Le scénario de Cestas se répète : attaque brutale et désordonnée des forces de l'ordre, otages massacrés.

*

En juillet de cette même année, Christian Prouteau a été nommé lieutenant à l'École des officiers de Melun. Au début de septembre, il est muté à l'escadron de Saint-Denis. Il analyse l'attitude des autorités policières présentes à Clairvaux. Après les gendarmes de Cestas, les policiers ont commis la même erreur. Dans ces deux affaires, les otages ont été négligés, et ils en sont morts. Prouteau ne comprend pas comment la police a pu donner un assaut sans tenir compte des graves menaces proférées par des détenus dangereux, armés et déterminés.

À la suite de ce drame, il s'étonne que personne n'ait tiré de conclusion pour faire changer les choses. La mort de personnes innocentes est pour lui inacceptable. Il se met à réfléchir. Comment aurait-il fait, lui, pour qu'il en soit autrement ? Le verbe « négocier » revient en permanence dans sa tête. Dialoguer avec des individus retranchés permet souvent de dénouer des situations qui paraissent inextricables. Sauver des vies à tout prix, sauver des innocents, Christian Prouteau ne pense qu'à

ça. À l'époque, les autorités sont rigides. « On ne négocie pas avec des ravisseurs ou des assassins », clame-t-on haut et fort. Mais les otages, a-t-on pensé à eux ? Pour Prouteau, les mentalités doivent évoluer de toute urgence.

Le jeune officier élabore de façon précise des stratégies d'intervention. Il émet l'idée que la France a besoin d'un groupe de spécialistes capables d'agir en finesse en faisant preuve de « psychologie ». En utilisant ce terme, il ne cherche pas à passer pour un intellectuel de salon. Il pense simplement qu'il faut être à l'écoute des forcenés et leur proposer une sortie de crise. Ne pas engager d'emblée une épreuve de force. L'objectif n'est pas de tuer, mais de sauver tout le monde, même le pire des criminels. Il émet aussi l'idée importante que ces gendarmes d'un genre nouveau n'auraient pas pour mission de punir. Ce serait à la Justice, et à elle seule, de remplir ce rôle.

À son arrivée à l'escadron de Saint-Denis, le lieutenant Prouteau cherche à échapper aux ennuyeuses tâches administratives auxquelles il est astreint. Il participe avec enthousiasme à des stages de sport, à des stages commando, à des épreuves de cross. Il crée de petites unités spécialisées dans les missions difficiles. Lors de ces stages, en tant qu'instructeur, il repère les futurs gendarmes du GIGN.

*

Le 28 novembre 1972, Buffet et Bontems sont guillotinés. Les têtes tranchées des monstres de Clairvaux soulagent l'opinion publique mais ne réveillent pas les morts.

Extrait de la publication

2

LE CHOC DE MUNICH

Lors des Jeux olympiques de Munich de 1972, une sanglante prise d'otages bouleverse l'opinion internationale. La grande fête du sport se termine en bain de sang. La police ouest-allemande est totalement dépassée par les événements. Elle n'arrive pas à délivrer les athlètes israéliens séquestrés par des terroristes.

Pour Christian Prouteau, cette tragédie sera le point de départ d'une importante réflexion. Munich est un « cas d'école » sur lequel il s'appuiera pour convaincre la direction de la gendarmerie de créer une unité destinée à éviter ce type de tragédie.

*

Munich, 5 septembre 1972.

À l'aube, huit membres d'une organisation terroriste palestinienne appelée Septembre noir s'introduisent dans le village olympique en escaladant une clôture grillagée. Lourdement armés, ils pénètrent dans l'immeuble, puis dans le duplex où se trouve l'équipe israélienne. Deux athlètes tentent de s'interposer mais ils sont assassinés. Neuf sont pris en otage. Les

Extrait de la publication

autres sportifs de la délégation s'enfuient en sautant des balcons ou en se cachant.

Les terroristes demandent la libération de plus de deux cents prisonniers palestiniens détenus en Israël.

Très rapidement, le Premier ministre israélien, Golda Meir, répond que son gouvernement ne négociera pas avec les terroristes.

De leur côté, afin de montrer leur détermination sans faille, les Palestiniens jettent du balcon le cadavre d'un athlète israélien.

Une cellule de crise est mise en place par le gouvernement ouest-allemand. Le chef de la police de Munich et le ministre de l'Intérieur dirigent les opérations. Ce dernier offre aux terroristes une quantité illimitée d'argent, mais ils rejettent la proposition : « L'argent ne signifie rien pour nous, répondent-ils. Nos vies ne signifient rien pour nous. » Toutefois, ils acceptent à cinq reprises de repousser leur ultimatum. « Comme quoi, lorsqu'on négocie, on gagne du temps », dira Prouteau.

En fin d'après-midi, les terroristes demandent que soient mis à leur disposition un avion et son équipage. Ils veulent se rendre au Caire avec leurs otages.

Dépassées par les événements, les autorités allemandes font venir deux hélicoptères qui permettent aux terroristes de gagner un aéroport militaire de l'Otan, où un Boeing 727 les attend, prêt à décoller pour la capitale égyptienne.

Sur l'aéroport, cinq tireurs d'élite recrutés en catastrophe dans des clubs de la région sont déjà sur place, mais leur nombre insuffisant rend la mission quasi impossible : à eux seuls, ils doivent neutraliser un groupe de huit terroristes lourdement armés.

Les hélicoptères atterrissent à proximité de l'avion peu après vingt-deux heures trente. Quatre ravisseurs en sortent. Pendant que deux tiennent en joue les pilotes, les deux autres vont inspecter le Boeing 727. À l'intérieur, surprise, il n'y a pas d'équipage : l'avion ne peut pas décoller ! Comprenant qu'ils ont été bernés, ils retournent rapidement vers les hélicoptères. À vingt-trois heures, les Allemands donnent l'ordre aux cinq tireurs d'ouvrir le feu. N'ayant pas de contact radio entre eux, ils ne

Extrait de la publication

peuvent coordonner leurs tirs. Les fusils ne sont pas équipés de lunettes grossissantes, ou de vision nocturne. Trois terroristes sont tués mais les cinq survivants mitraillent les otages et les alentours. Les pilotes d'hélicoptère parviennent à s'enfuir, mais pas les otages car ils sont attachés aux sièges. La fusillade dure soixante-quinze minutes. La police allemande, qui ne possède pas de gilets pare-balles, demande tardivement l'assistance de véhicules blindés.

Bilan de cette opération de sauvetage catastrophique : les otages de l'équipe olympique israélienne sont tous morts ainsi qu'un policier allemand présent dans la tour de contrôle. Cinq terroristes sont tués et les trois autres capturés.

Face à un tel fiasco, les responsables allemands sont obligés de se remettre rapidement en question. Ils réfléchissent à la création d'une unité destinée à lutter efficacement contre le terrorisme et les prises d'otages. Trois semaines après cette tragédie, le GSG9 est officiellement créé.

*

Quelque temps plus tard, lors d'une conférence devant des haut gradés de la gendarmerie, Christian Prouteau évoque le drame de Munich en des termes très vifs : « Grosse erreur de la part des politiques. Pas de négociation égale blocage. Un bras de fer s'engage. Pour montrer leur détermination, les terroristes tuent des otages car c'est leur seul moyen de pression (…). Le point positif de la négociation est que l'on peut ''exiger'' et je dirai aussi que l'on peut ''échanger''. Le dialogue, même avec des terroristes prêts à mourir, permet de gagner du temps et de préparer une stratégie d'intervention. Le temps est en principe souvent l'allié des unités d'intervention (…). Les policiers allemands sont impuissants pour plusieurs raisons. La première, ils ne savent pas faire, d'où cette hésitation à intervenir. La deuxième, ils n'ont aucun moyen de surveillance à disposition immédiate et adaptée comme la pose de micros ou d'écoutes filaires[1], de visions infrarouges... Le comble, c'est qu'ils n'ont

1. Micro incorporé au bout d'un fil qu'on glisse dans un orifice très fin.

même pas de tireurs d'élite. Ils sont obligés de contacter plusieurs clubs de tir civils pour finalement recruter cinq tireurs alors qu'il y a huit terroristes... C'est aberrant, on est dans l'improvisation totale (…). Messieurs, ajoute-t-il, les Allemands ont tiré les leçons de cette dramatique prise d'otages. Il serait urgent de créer en France une unité de même type de manière à parer un événement de cette ampleur. La France doit se doter d'un tel outil pour mieux protéger ses intérêts et ses concitoyens. Elle ne doit pas attendre de subir un fait qu'elle ne pourrait gérer. Elle doit être un exemple en matière de lutte antiterrorisme », conclut Christian Prouteau sous les applaudissements des officiers supérieurs. Ce discours visionnaire fait grand bruit dans les hautes sphères de la gendarmerie.

« Depuis les affaires de Cestas et de Clairvaux, on avait déjà l'explosif. Munich a été le détonateur », déclare-t-il lors d'une interview ultérieure.

Extrait de la publication

3

LE STAGE DES MISSIONS IMPOSSIBLES

Le terrorisme inquiète les autorités. Munich a traumatisé l'opinion publique. À l'escadron de Saint-Denis, Prouteau organise plusieurs simulations sur des cas concrets de prises d'otages. À l'occasion d'un exercice, il monte un psychodrame pour recréer ce type de situation, en tentant de privilégier la négociation et la psychologie plutôt que l'épreuve de force.

*

Le général Héraut, commandant la 1re région militaire de gendarmerie, a l'idée de créer un groupe destiné à dénouer les prises d'otages. Il demande au capitaine Jean-Pierre Baux, supérieur de Christian Prouteau qui, à son poste, voit passer de jeunes officiers, de lui souffler un nom pour encadrer cette nouvelle unité. Baux, sans hésiter, répond : « Je n'en vois qu'un mon général, le lieutenant Prouteau ! » À la fin août 1973, ce dernier est convoqué à Paris. Le général Héraut lui confie la mission de recruter les hommes qui composeront le futur GIGN.

Quelques années plus tard, Christian Prouteau dira de Jean-Pierre Baux : « Je lui dois ma carrière et la gendarmerie le

Extrait de la publication

GIGN, sa plus belle unité. Sans des hommes comme lui, on passe à côté de ce qui change vraiment l'histoire. »

À vingt-neuf ans, Prouteau est muté à l'escadron de gendarmerie mobile de Maisons-Alfort. Sa première mission est de sélectionner dix-sept gendarmes sur une trentaine de volontaires de la 1re région militaire. Les candidats le connaissent déjà en tant qu'instructeur commando atypique. Inséparable de sa guitare, il a le cheveu un peu long et le pantalon à pattes d'éléphant. L'un de ceux qui ont réussi les tests raconte à un ami : « Tu sais Prouteau, c'est celui qui ''gratte'' la guitare. »

Prouteau recrute des gendarmes sportifs de moins de trente ans qui ont quatre à cinq ans d'ancienneté. Mais il veut aussi des hommes de caractère. Des « couillus », dans le bon sens du terme. Il veut des gendarmes d'envergure parce qu'il va leur demander beaucoup. Il lui faut des hommes hors norme afin de réaliser ce que le commun des mortels ne peut atteindre. Il réunit des gradés matures et de jeunes chiens fous, des gens en qui il a totalement confiance, qui sauront prendre la bonne décision et qui auront le geste précis au bon moment, des hommes qu'il sera capable de former et de commander selon ses désirs.

*

Dès le début, Prouteau sait imposer sa volonté face aux rigidités administratives. Quelques jours avant la sélection, le lieutenant reçoit un coup de téléphone angoissé d'un candidat qu'il apprécie beaucoup, un certain Lepouzé : « Mon lieutenant, ils ne veulent pas accepter ma candidature, ils me trouvent trop vieux à trente-quatre ans… Faites quelque chose, je veux absolument venir avec vous ! » C'est la première démarche de Prouteau pour forcer une décision. Il y en aura beaucoup d'autres mais celle-là comptera pour le GIGN. Claude Lepouzé sera le sage des sages, celui dont l'équipe aura besoin, et pour Prouteau, il sera un adjoint fidèle et efficace.

Un autre exemple : lors de la sélection, il existe une épreuve de natation de vingt-cinq mètres. Un garçon, qui veut absolument être admis, Robert Dreani, nage comme un « pavé ». Il

demande : « Mon lieutenant, les vingt-cinq mètres, c'est en surface qu'il faut les faire ? » Interloqué, Prouteau répond « que l'essentiel est de parcourir les vingt-cinq mètres ». C'est ainsi que, ne sachant pas nager, Dreani effectue l'épreuve… sous l'eau, à sa manière ! Après avoir bu la moitié de la piscine, il arrive au bout du bassin. Prouteau ayant assisté à cette volonté et à ce courage, qualités indispensables à la future unité, dit : « Celui-là... Je le veux ! » Robert apprendra à nager plus tard. Il figurera parmi les meilleurs, notamment en qualité de tireur d'élite à la prise d'otages de Clairvaux, en janvier 1978.

*

Le 3 novembre 1973, la Direction générale de la gendarmerie nationale crée le premier GIGN, appelé alors Équipe commando régionale d'intervention (ECRI). Sous le commandement administratif du capitaine Gervais, l'ECRI est gérée par l'escadron de Maisons-Alfort. La date est très importante, car tout a commencé ce jour-là. C'est le début d'une fabuleuse aventure. Le lieutenant Prouteau va former les gendarmes sélectionnés lors d'un stage d'un genre nouveau. Ils ne savent pas ce qui les attend, mais ils ont confiance en ce chef dynamique. Ils vont le suivre, même s'il passe pour une sorte d'extraterrestre à côté des autres officiers. C'est un créateur. Doté d'une tête bien faite et bien remplie, le lieutenant Prouteau sait où il va. Tout est pensé, programmé et ordonné. Il invente lui-même les techniques nécessaires aux futures interventions. Il entraîne ses hommes au tir, à l'escalade, aux descentes en rappel de bâtiments. Il étudie avec minutie les explosifs.

Au GIGN, l'intervention à mains nues occupe une place de choix. Il faut préparer psychologiquement les gendarmes au contact de l'autre afin d'éviter la crainte du corps à corps. Pratiquant le judo depuis l'âge de douze ans et l'ayant enseigné plusieurs années, Prouteau initie ses hommes à ce sport qui développe de bons réflexes. Mais le judo est une discipline académique, très insuffisante dans certaines situations. Avec l'aide de Norbert, ceinture noire de judo et de karaté, il invente une discipline propre au GIGN : un mélange de boxe, de judo, de

karaté. La technique permet d'esquiver un coup de poing et de désarmer un agresseur (armé d'un couteau, revolver ou fusil) puis de le neutraliser sans brutalité. Il réussit à transformer une dynamique d'énergies individuelles en une énergie collective. Cette discipline spectaculaire est présentée lors de démonstrations qui se succèdent à partir de 1974 à une cadence effrénée. Le public est impressionné.

La base du travail a pour but d'améliorer les qualités intrinsèques de chacun. La préparation intensive doit apporter aux hommes une puissance psychologique et physique exceptionnelle, car les opérations peuvent durer longtemps sans relève. Lors de la première sélection, le niveau était nettement moins élevé que celui qui est exigé actuellement. Mais rapidement, il atteindra des sommets.

*

Malgré les réticences des autorités bien difficiles à comprendre aujourd'hui, rien ne peut arrêter la volonté des jeunes gendarmes du GIGN. L'avenir leur appartient. Ils sont persuadés qu'ils vont réussir, cela frise l'inconscience. Leur ténacité résiste à toute épreuve. Le directeur de la gendarmerie, M. Cochard, dit de Prouteau : « Si vous lui fermez la porte, il rentre par la fenêtre… »

Le stage est intensif et dure quatre mois, de novembre 1973 à février 1974. De nouvelles techniques d'intervention sont expérimentées. L'obsession de chaque instant, c'est d'apprendre à libérer les otages, si possible en épargnant les agresseurs. Nulle part dans le monde n'existe une telle ambition. Les hommes de l'ECRI ne peuvent s'inspirer des groupes d'intervention existants, car l'entraînement et les objectifs ne sont pas les mêmes. Les unités commandos traditionnelles engagent à chaque fois une épreuve de force sans nuance qui néglige les otages.

Prouteau invente ainsi l'*intervention graduée*. Elle comprend deux phases : la *négociation* et la *neutralisation*.

La *négociation* est capitale car elle permet souvent de gagner sans tirer un seul coup de feu. Christian Prouteau s'en charge personnellement. Rien n'est plus beau que d'obtenir une reddition. C'est l'exercice parfait où l'esprit l'emporte sur la

Extrait de la publication

violence. Il permet de respecter l'autre, quelles que soient les circonstances. Mais cette phase est également indispensable pour prévoir l'action à venir, car les lieux et les personnages impliqués sont à chaque fois différents. Dans les interventions « classiques », on agit de manière brouillonne et trop rapidement. Christian Prouteau conceptualise la phase de préparation, qui permet à ses hommes d'opérer dans n'importe quel milieu. Il imagine des schémas tactiques.

La *neutralisation* est le recours ultime, quand toutes les tentatives de négociation ont échoué. Sans entrer dans le détail, voici les grandes phases d'une action en force :

La *préparation* est encadrée par le responsable du groupe. Elle est souvent longue et angoissante. Il faut tenter de tout voir et de tout comprendre avant la confrontation ultime, puis agir après avoir construit un plan d'action soumis aux autorités qu'il faut convaincre, ce qui est, à l'époque, une tâche ardue. Les certitudes de celui qui commande sont très importantes, mais c'est d'abord la qualité de la formation qui permettra le succès. Il faut que l'unité soit, dans sa composition, d'une grande souplesse pour s'adapter à l'événement.

L'*approche* doit anticiper et contourner les obstacles, quel que soit le milieu : terre, mer, rivière, lac, air. Elle doit se faire par surprise et en toute discrétion.

L'*assaut* doit être finement mené, de façon chirurgicale, en utilisant les techniques les plus incisives, afin de neutraliser rapidement l'adversaire.

Ces principes fondamentaux conduiront les « opérationnels », ou OPS[1], à s'entraîner comme personne ne l'avait fait jusque-là. La méthode Prouteau sera copiée partout dans le monde dès 1976 après la résolution de la prise d'otages de Djibouti.

*

Les prises d'otages se déroulent dans les lieux les plus divers (immeubles, avions, bateaux…) et les hommes sont parfois

1. Un opérationnel, ou OPS, désigne, dans le jargon, tout gendarme qui a réussi le stage de formation.

Extrait de la publication

obligés d'arriver par voie aérienne. L'accoutumance au vide est indispensable et le vertige peut être un handicap insurmontable. Les gendarmes de l'ECRI développent, à partir des techniques d'escalade traditionnelles, une méthode d'approche tout à fait nouvelle, adaptée à la plupart des situations. Les immeubles d'habitation de la caserne de Maisons-Alfort servent de terrain d'entraînement. Une tour de plus de cinquante mètres de haut symbolise jusqu'en septembre 1982 (date du déménagement à Satory) l'épreuve ultime redoutée par les jeunes opérationnels : quatorze étages à escalader à mains nues par les balcons, sans être assuré par une corde ou un câble. Une sorte de concours interne se met en place, les records sont pulvérisés les uns après les autres. Moins d'une minute pour le meilleur d'entre eux. Pour éviter les accidents, Prouteau finit par interdire les escalades chronométrées.

Autre prouesse : les pénétrations dans les appartements grâce à une technique appelée le « balancier ». Suspendu en rappel au bout d'une corde accrochée deux étages plus haut, l'opérationnel fait voler en éclats la fenêtre avec ses pieds avant de tirer sur la cible au fond d'une pièce. À l'ECRI, l'imagination est toujours au service de l'efficacité !

Parce qu'il n'est pas toujours possible de maîtriser l'adversaire à mains nues, l'unité se spécialise rapidement dans le maniement des armes. En ce domaine, aucune autre unité n'envisage sa mission avec autant de précision et d'équité. On ne tire pas pour le plaisir, on tire lorsque ça devient inévitable, après avoir épuisé toutes les autres méthodes. Rappelons que le GIGN appartient à un corps d'armée singulier, la gendarmerie, au renom duquel sa réputation de sang-froid et de sérénité a contribué. Les liens étroits qu'elle entretient avec la population depuis plusieurs siècles confèrent à ses hommes un comportement responsable.

Prouteau veut que « son » groupe soit le meilleur du monde dans le domaine du tir. Bon tireur lui-même par nature, il a identifié, lorsqu'il était instructeur, les points essentiels permettant d'acquérir une technique exceptionnelle. Apprendre à tirer, choisir les bons outils sont des priorités absolues. Le pistolet automatique Mac 50 et le fusil

Extrait de la publication

49/56[1] sont les premières armes utilisées. Mais elles ne sont pas sélectionnées pour leurs qualités de précision. Cet aspect est secondaire, car le vrai problème est d'obtenir des munitions. Il n'est pas simple de convaincre la hiérarchie qu'il faut tirer de très nombreuses cartouches pour former un tireur d'élite. Le lieutenant Prouteau inculque à ses hommes des valeurs essentielles : « Tirer beaucoup pour ne pas avoir à le faire en opération », aime-t-il rappeler inlassablement. Ce principe paradoxal est pour lui fondamental. Le vocabulaire lui-même a son importance. Contrairement à ce qu'on entend souvent, « tirer » ne doit pas être synonyme de « tuer ». Le but du GIGN est de délivrer les otages et de remettre leurs agresseurs à la Justice. L'emploi du feu est destiné à « neutraliser », non à tuer. En certaines circonstances, un tir peut provoquer la mort, mais cela doit rester très exceptionnel. La préparation consiste à donner aux tireurs une précision redoutable, quelles que soient les conditions du tir et les armes utilisées : fusil ou arme de poing.

Dans les autres corps d'armée, les exercices sont souvent qualifiés d'« instinctifs ». Prouteau veut proscrire ce concept. Au GIGN, l'utilisation des armes reste limitée. C'est un principe de base. On ne tire pas dans tous les sens et de façon désordonnée. Chaque coup de feu doit atteindre un objectif précis. En réalité, les situations où les armes sont indispensables restent relativement rares. Au-delà de deux ou trois coups de feu tirés, il existe un vrai problème, car les balles qui n'atteignent pas leur cible en milieu urbain peuvent tuer des innocents, ce qui serait une catastrophe absolue. Les hommes du GIGN travaillent quotidiennement à éviter ce risque, afin de devenir des tireurs « d'élite », au sens propre du terme.

À l'époque, la 9 mm (munition utilisée dans l'armée française) représente un danger important. Cette balle blindée peut traverser une personne et en toucher une autre derrière. En langage actuel, on appelle ça un « dommage collatéral ». Pour Christian Prouteau, ce scénario est insupportable. Depuis la

1. Le pistolet Mac 50 est un pistolet automatique développé en 1950. Le fusil 49/56 est un fusil semi-automatique également très utilisé dans l'armée française pendant des décennies.

création du GIGN, et après plusieurs milliers d'interventions, cette unité n'a jamais blessé, et encore moins tué, un seul otage avec ses balles. Il est bon de le rappeler ici.

Il n'est pas nécessaire d'avoir un pistolet automatique qui, grâce à une quantité importante de munitions dans le chargeur, permet de tirer à tout va. Un gendarme du GIGN, une fois formé, doit atteindre la cible avec *une seule balle*.

Pour éviter que le pistolet ne s'enraye, chose fréquente à l'époque, Prouteau aimerait doter ses hommes d'une arme de poing fiable. Le revolver, arme à barillet, est idéal, mais ce ne sera pas pour tout de suite. Pour l'instant, le plus important est de trouver un stand de tir pour s'entraîner, car il n'en existe pas dans la caserne de Maisons-Alfort… S'il est envisageable d'atteindre un bon niveau au fusil en effectuant une séance d'entraînement par semaine, il est impossible de le faire avec une arme de poing. Obtenir le même résultat nécessite un travail de tous les jours. Les hommes font alors le tour de la région parisienne pour trouver des stands libres : Montlhéry, Melun, Meaux… De guerre lasse, ils construisent avec du matériel de récupération leur propre stand dans les douves du fort de Charenton. Celui-ci ne coûte rien à l'État et les gendarmes sont fiers de leur réalisation ! Jusqu'en 1982, environ un million de cartouches seront tirées à cet endroit ! Ce stand, non homologué, mais indispensable et toléré, a eu le mérite d'exister. Il a servi à former les meilleurs tireurs de la planète.

L'instruction est intense et les hommes du futur GIGN sont ravis. Ils sont payés pour faire du sport presque toute la journée ! Ils ne savent pas vers quoi ils se dirigent, ni à quoi va servir leur formation. Mais échapper à la rigidité militaire des escadrons de gendarmerie mobile pour travailler librement dans une ambiance décontractée est déjà une formidable aventure.

Bientôt, on ne compte plus les balles en réserve, car il n'y en a plus ! L'intensité avec laquelle le groupe grille les cartouches subjugue les responsables des stocks. On ne peut plus tirer parce qu'il n'y a plus de cartouches ? « Pas de problème, assure Prouteau, on va acheter des pistolets à plomb et continuer l'entraînement. » Cette anecdote peut faire sourire aujourd'hui mais elle illustre la détermination sans faille d'un chef ambitieux

et indomptable. Après l'achat de quatre splendides pistolets à plomb sur leurs propres deniers, les gendarmes reprennent leurs séances de tir. Chose inattendue, ce changement de matériel est bénéfique. Ce genre d'armes, réservé à la gente féminine et aux enfants, ne souffre d'aucune erreur. La visée et l'action du doigt sur la détente doivent être parfaites. Les grosses mains des stagiaires ont l'obligation de faire preuve d'une extrême sensibilité... Munis de ces armes de pacotille, les hommes effectuent leur première démonstration devant le directeur de la gendarmerie, M. Cochard. Le résultat est parfait, mais le bruit de bouchon est un peu ridicule. Le directeur se retourne vers le général Héraut en lui disant : « Il faudra quand même leur donner de vrais pistolets… » L'effet est immédiat : les armes suivantes sont neuves et sélectionnées pour leur précision.

Parallèlement, Prouteau recherche les modèles les plus appropriés aux missions de la nouvelle unité. En matière de tir, il ne peut exister d'approximation.

Concernant le tir longue distance, il récupère des fusils à lunette de l'armée de terre. Celle-ci estime qu'il n'est plus nécessaire d'avoir des tireurs d'élite ! Prenant le contre-pied de cette idée saugrenue, Prouteau décide que lui-même et tous ses hommes deviendront tireurs d'élite et suivront le même entraînement. Au total, cela fera dix-huit tireurs, cent pour cent de l'unité, du jamais vu ! Il invente aussi un « code de tir » qui n'existait pas. Comment neutraliser en même temps un, deux, trois ou dix terroristes à plusieurs centaines de mètres, dans le même dixième de seconde, en une seule détonation ? Lorsqu'il utilise pour la première fois en opération cette technique lors de la prise d'otages de Djibouti en 1976, c'est une révolution absolue. Aucun groupe au monde n'aurait été capable de réaliser pareil exploit. Si ce code avait existé lors des Jeux olympiques de Munich en 1972, les otages israéliens auraient sans doute été sauvés.

Le problème de l'approvisionnement en munitions étant récurrent, Prouteau est obligé de trouver des astuces. Un jour, il n'y a plus de 7,5 mm (munitions pour les fusils de précision). Le stand de tir est géré par un civil. Prouteau discute avec lui. Il l'informe que le Groupe ne pourra plus venir s'entraîner. Son

N° d'édition : L.01EUCN000625.N001
Dépôt légal : novembre 2013

Extrait de la publication